Déo Hakizimana sur la question des frontières dans les Grands Lacs

Les Afriques, 14-10-2009Deo Hakizimana : «Il faudra bien un jour crever l'abcÃ"s des frontiÃ"res imposées par Berlin»Pour Deo Hakizimana, ©crivain burundais, spécialiste en études stratégiques, «Â le président Sarkozy a peu dit tout haut, trop tôt, ce que d'autres pensent tout bas Â». Et dans une région des Grands Lacs repensée, le Burundi pourrait jouer un rÂ'le de facilitateur de premier plan. Les AfriquesÂ: Que pensez-vous de la proposition de Nicolas Sarkozy (*) concernant un rapprochement économique Rwanda RDCÂ? Deo HakizimanaÂ: La déclaration du président français et les réactions qu'elle a suscitées dans différents camps doivent être replacées dans leur contexte. En e je me souviens bien, c'était au moment où le débat faisait rage, au lendemain du rapport de l'ONU sur la RDC, qui extrêmement critique à l'égard d'un statu quo favorisant la guerre et le pillage des ressources congolaises. La gueri général Nkunda venait d'échouer et on pouvait dire que la prise de Goma, qui était imminente en octobre 2008, nâ plus tolérée par les grandes puissances, notamment par certains Etats européen qui ont menacé Kigali de geler leur coopération. Et c'est surtout au moment où une nouvelle équipe est venue aux affaires à Washington. Quelques p prêtés à d'anciens hauts décideurs américains, dont certains allaient faire partie de l'administration Obama, na pas la politique américaine des années antérieures. . Les prises de position ont alors fusé de part et d'autre : certains ont sous-entendu une sorte de remodelage territorial q au niveau régional, permettrait au Rwanda de créer une zone d'influence avec des républiques satellisées qui aboutiraient à ce qu'une partie de l'opinion publique en Afrique des Grands Lacs voit comme une menace d'un «Â empire Â» ethnique minoritaire en gestation, à l'aide de mains invisibles. La crise du leadership interne à la RDC, récemment matérialisée par l'éviction du président de l'Assemblée nationale, un natif du Kivu, un anti-guerre facilitait pas un dialogue de qualité et toute alternative, même dite avec de bonnes intentions, était soumise à la maltraitance de la radio-trottoir. LAÂ: Et sur le fond de la déclaration de M. SarkozyÂ? DHÂ: C'est dans ce climat comple qu'est intervenue cette déclaration. Pour moi, la coopération entre le Rwanda et la RDC n'est pas seulement à lâ€ jour, elle est au coeur mÃame du nouveau dispositif diplomatique régional prioritaire, notamment à travers la CEPGL et les autres organisations régionales, surtout l'East Africain Community, qui avance à grands pas. C'est de cela que le che l'Etat français a parlé. Il a peut-être dit tout haut, trop tà t, ce que d'autresà pensent tout bas. Je dirais donc, finalement, que l'heure est à l'initiative, pourvu que l'on n'évite pas les sujets qui fâchent. Celui relatif a nationales arbitraires imposées par Berlin en 1885 est de ceux-IÃ. Il faudra bien un jour crever l'abcès. LAÂ: Concernan la région africaine des Grands Lacs, on parle beaucoup des relations difficiles entre la RDC et le Rwanda, mais trÃ"s peu du Burundi, qui est pourtant au chur de cette rhogion. Pourquoih? DHA: Vaste question. On observe, depuis prhogiente de vingt ans, une absence de la part de nos élites dirigeantes d'une vision réaliste face à la situation globale. Ayant joué Ã lâ un rà le d'envoyé spécial du gouvernement, chargé de défendre les intérÃats de l'Etat aprÃ"s l'assassina Ndadaye, je témoigne que des soutiens incroyablement importants ont été obtenus dans la communauté internationale. Mais ces soutiens se sont révélés inopérants, la capacité de réaction des nouveaux dirigeants étant demeurée in à la situation. Or, pendant ce temps, les ténors de l'ancien establishment, jouant avec une détermination consommée impitoyable sur les int©rªts ethno-corporatistes responsables de la logique de guerre, ont domin© l'espace de la communication. Cette dominance a pris corps tant dans les esprits que sur le terrain des affrontements, jusqu'Ã une date encore récente... Le silence sur le Burundi s'érige en une sorte de black out, organisé, appuyé, «Â stratégiséÂ sous la forme d'une nouvelle arme de guerre exploitée à l'échelle régionale. Par contre, malgré ce déficit, un reste saisissanteÂ: mon pays reste le dernier carré de résistance globale à une logique guerriÃ"re dans la région. Combien s'aperçoivent-ils, par exemple, que le plan Laurent Nkunda, qui fut utilisé pour faire main basse sur le Kivu, a définitivement échoué ? Combien savent-ils, en l'occurrence, que la spécificité de la donne intra-burundaise a la contribué à consommer cet échec et que tous les calculs qui font fi de cette évidence sont voués au même échecÂ Quelle relation économique le Burundi entretient-il avec ses voisins ? DH : Vis-à -vis de l'est de la RDC, le Burundi a l'avantage d'avoir une infrastructure routiÃ"re et aéroportuaire, ainsi qu'un réseau de télécommunication ap depuis de longues années, ceci même pendant les années de guerre. Il présente aussi l'atout d'avoir un minimu services administratifs, dans une capitale, Bujumbura, érigée au bord d'un Lac Tanganyika qui vous connecte à l'A australe avec facilité. Â «Â Le silence sur le Burundi s'érige en une sorte de black out, organisé, appuyé, "strat je, sous la forme d'une nouvelle arme de guerre exploitée à l'échelle régionale. Â» Le fait aussi que ce pays ne jamais fourvoyé dans les rivalités Est-Ouest, quand il y en avait encore, restant simplement une sorte de no man's land, un vrai non-aligné, vierge si l'on regarde les querelles encore vives entre anglo-saxons et francophiles, lui permet d'affirmer un bon voisinage remarquable. Bujumbura est d'ailleurs sur le plan bancaire et postal notamment, une sorte capitale ©conomique régionale reconnue. C'est sans doute pourquoi la Banque centrale de la ZEP (Zone préférentie d'©change) a d» se réinstaller ici il y a plusieurs mois, lorsque la guerre a commencé à diminuer d'intensité. C doute aussi pourquoi toutes les chancelleries qui comptent préfÃ"rent y installer leur point de chute dans la région, délocalisant leurs bureaux de Nairobi. La présence dans cette même capitale du secrétariat exécutif de la Conférence internationale sur les Grands Lacs a été encore plus expressive sur ce point.LA : Quel est, sur le plan régional, l'enje des élections de 2010 au Burundi ? DH : En 2010, l'enjeu pour le Burundi et pour la région ce sera d'avoir un porteur d'un projet clair, qui soit en mesure de favoriser la cohabitation pacifique entre les Etats alliés et ennemis de la région et qui apporte en termes encore plus clairs une place visible à la RDC dans toutes les dynamiques régionales, dont ce grand pays s'est trouvé volontairement exclu ou mal pris en compte, suite aux rivalités géopolitiques organisÃ cet effet. Propos recueillis par Dominique Flaux Ecrivain et spécialiste en études diplomatiques et stratégiques, formé Ã Paris, M. Hakizimana est depuis 1996 Président fondateur de l'organisation CIRID (Centre indépendant de recherches e d'initiatives pour le dialogue), institution bénéficiaire d'un statut consultatif spécial auprà s des Nations Unies. (*) l

Sarkozy : «Â II faudra bien qu'Ã un moment ou un autre il y ait un dialogue qui ne soit pas simplement un dialogue



http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 26 April, 2024, 01:22